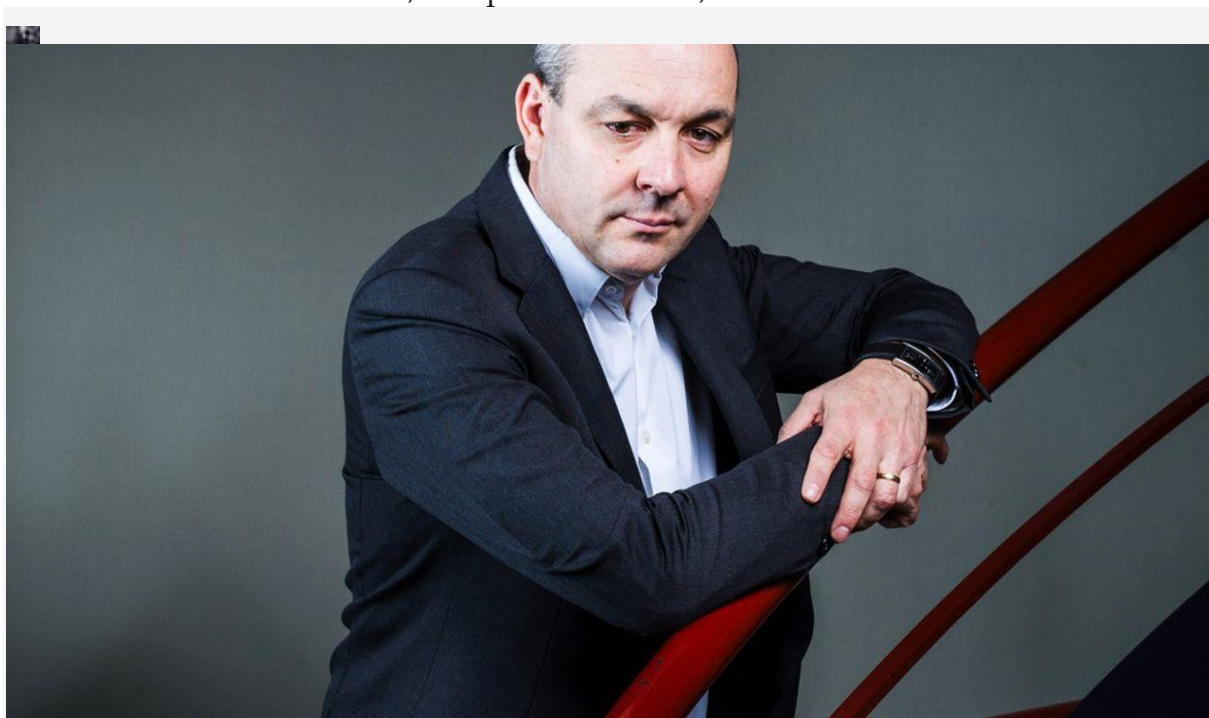


Laurent Berger (CFDT) : « La création d'un cinquième risque pour la perte d'autonomie est une avancée majeure »

Le secrétaire général de la CFDT appelle l'exécutif à repenser le financement et le fonctionnement du système de santé via un vrai dialogue social, sans brandir le totem des 35 heures. Favorable à la création d'un cinquième risque, il demande des financements plus importants, sans attendre 2024. Très inquiet sur l'emploi, le syndicaliste prévient le gouvernement que « s'il veut construire tout seul, sans concertation, la réponse à la crise, il ira dans le mur ».



Par Leïla de Comarmond, Solveig Godeluck et Etienne Jefeuvre.

Réforme du système de santé, création d'un risque dépendance... Est-ce un tournant du quinquennat ?

Un tournant, je n'en sais rien. Mais c'est un pas important. Il y a une volonté d'aller vers un soutien renforcé à l'hôpital public avec une revalorisation des salaires, de débattre de l'organisation du travail au plus près des réalités. La création d'un cinquième risque pour la perte d'autonomie est une bonne nouvelle, même si le montant - 2,3 milliards - est pour le moins insuffisant, et l'horizon de 2024 trop lointain.

Le gouvernement a prévu de transférer 136 milliards de dette de la Sécurité sociale à la Caisse d'amortissement de la dette sociale. Est-ce la bonne décision ?

Il faudrait plutôt isoler la dette sociale Covid et la mutualiser avec la dette publique. Cette mutualisation, c'est ce qu'a décidé de faire le couple franco-allemand à l'échelle européenne, et pourtant on n'arrive pas à faire la même chose au plan national... L'Etat est pourtant légitime à jouer son rôle d'assureur en dernier recours.

Au-delà de la dette, tout l'enjeu sera aussi de penser les ressources. Il faudra qu'on réfléchisse bien à ce qu'on veut en termes de service public de la santé. Il faut partir du constat que les salaires de la fonction publique hospitalière, et les moyens de l'hôpital ne sont pas satisfaisants. J'entends dire qu'on est suradministrés dans la santé, mais ce qui est sûr c'est que l'hôpital public est en grande souffrance depuis longtemps.

Qu'attendez-vous de la réforme du système de santé ?

Il va falloir régler les problèmes de rémunérations trop faibles, d'organisation et de qualité du travail, mais aussi de parole. On a beaucoup entendu les soignants depuis le début de l'épidémie, et c'est une bonne chose : ils ont besoin de pouvoir s'exprimer, et pas seulement en ce moment.

Nous devons repenser le financement et le fonctionnement de la santé à travers un vrai dialogue social. La fédération Santé-Sociaux CFDT y est prête. Il ne faut pas se loucher, et que chaque acteur rentre dans cette démarche avec un esprit de responsabilité.

Nicole Notat, qui a dirigé la CFDT de 1992 à 2002, vient d'être désignée pour coordonner le « Ségur de la santé ». Que pensez-vous de ce choix ? Ne craignez-vous pas une confusion des genres ?

Nicole Notat a quitté sa responsabilité à la CFDT il y a 18 ans. Elle est libre de ses choix et de mettre ses grandes compétences au service de ce qu'elle souhaite. Il n'y a aucune confusion des genres et la CFDT fera valoir toutes ses revendications dans ce « Ségur de la santé » (le ministère de la Santé est sis rue de Ségur, NDLR).

Accepterez-vous une révision des 35 heures à l'hôpital ?

Ce n'est pas ce qu'a annoncé le ministre de la Santé. Le sujet, c'est plutôt le besoin de reconnaissance professionnelle et l'évolution des carrières. Par exemple, nous demandons que les aides-soignants passent de la catégorie C à la catégorie B de la fonction publique.

Il ne faut pas pervertir ce « Ségur de la santé » en brandissant un totem de remise en cause des 35 heures. Depuis des années, nous demandons de vraies négociations sur l'organisation du travail, car il y a un malaise à l'hôpital, une absence de reconnaissance professionnelle et un manque de moyens.

Hôpital : l'exécutif rouvre le dossier de l'assouplissement des 35 heures

Coronavirus : un plan hôpital attendu de pied ferme par les ex-grévistes

Une fraction de CSG va être prélevée pour financer la dépendance, mais la concertation doit permettre de trouver d'autres ressources. Qui doit payer ?

Dans cette période de crise sanitaire, je me suis remémoré les manifestations de janvier 2018 devant le ministère de la Santé . Ces personnels travaillant en Ehpad, qui sont majoritairement des femmes, disaient « *on est maltraités* », « *les patients sont maltraités* ». Et c'est vrai qu'avec 0,6 professionnel par personne âgée dépendante, on est loin du ratio de 1 pour 1 qui est nécessaire, tous les rapports l'ont montré. Est-il normal qu'on n'investisse pas pour les anciens, ceux qui nous sont les plus chers, alors qu'ils finissent leur vie ?

Je pense qu'on n'a pas fini de prendre conscience collectivement de ce qui vient de se passer dans les Ehpad et l'aide à domicile. Cela a poussé le ministère à faire un saut important, et je veux souligner l'avancée majeure que représente le cinquième risque, avec un financement public universel et solidaire, une vieille revendication de la CFDT, même s'il faut avancer cette date bien avant 2024.

Pour concrétiser les promesses, il faudra recruter, payer décemment et former plusieurs dizaines de milliers de professionnels du grand âge supplémentaires. Si la durée de vie de la Cades s'allonge, on ne pourra pas récupérer beaucoup de CSG ou la CRDS pour financer la dépendance, c'est pourquoi le financement de la dette exceptionnelle Covid se pose. Mais la question de taxer les transmissions au premier euro mérite également d'être posée.

livier Véran est-il un bon ministre de la Santé ?

Ce n'est pas mon rôle de donner des notes aux ministres, encore moins d'évaluer la gestion de la crise sanitaire. Mais force est de constater que sur la reconnaissance des besoins des hôpitaux et des Ehpad, il regarde les choses en face et s'est engagé à les transformer. On jugera sur les résultats.

Olivier Véran promet de « bousculer les corporatismes » pour réformer le système de soins

Et pour bien démarrer ce chantier, il faudrait qu'il revienne à une prime uniforme pour les soignants et accompagnants. Il faut arrêter avec les demi-mesures que personne ne comprend et qui sont très mal vécues.

Au-delà de l'hôpital, quel regard portez-vous sur le climat social ?

Il y a beaucoup d'angoisse, des inquiétudes très fortes sur l'emploi, sur les conditions et l'organisation du travail. Là où il y a eu un vrai dialogue social, l'activité a pu reprendre sereinement. Mais il faut aussi passer à l'étape d'après. La CFDT appelle depuis trois semaines à une mobilisation générale sur l'emploi, et ça n'embraie pas

côté gouvernement. Alors que ce qui s'annonce, on ne l'a sans doute jamais connu en matière d'emploi et de chômage...

Quelles mesures d'urgence faudrait-il prendre ?

Il faut activer tous les leviers offensifs comme défensifs. Etre défensif en continuant l'activité partielle dans les entreprises qui en ont besoin, en renforçant l'accompagnement de ceux qui perdent leur emploi, en imposant des conditions au soutien des entreprises et des branches pour qu'elles mettent tous les acteurs autour de la table afin de trouver des solutions. Etre offensif aussi, en menant par exemple des chantiers créateurs d'emplois comme la rénovation thermique des logements.

Il n'y a pas de mesure miracle. Si chacun cherche la martingale, ça ne marchera pas. Pas besoin de bricoler le Code du travail, les règles des plans sociaux. L'enjeu, c'est de contraindre les acteurs au dialogue sur le terrain, pour que chacun prenne ses responsabilités. Et pour cela, il faut un pilotage fort du côté de l'Etat pour lancer la mobilisation.

Le gouvernement a-t-il pris conscience de l'enjeu sur l'emploi ?

Il y a eu un dialogue pour trouver des solutions d'urgence pendant le confinement. Mais on tarde à passer à la deuxième phase, alors qu'il va falloir redoubler d'efforts quand les dégâts vont être de plus en plus perceptibles. Il faut sortir du confinement du dialogue social pour qu'il soit activé à plein au service de l'emploi et de la qualité du travail.

Les partenaires sociaux n'ont pas montré leur capacité à construire des propositions ensemble...

C'est vrai au niveau national, mais je ne m'en sens pas le principal responsable. Nous avons fait une déclaration commune au tout début, puis on a essayé de faire de même sur les conditions de la reprise de l'activité *[elle a été signée par la CFDT, la CFTC et le Medef, NDLR]* mais on a vu toutes les difficultés... Les partenaires sociaux ne doivent pas se comporter en commentateurs mais en acteurs. Il y a des accords en Espagne, en Italie, en Allemagne, c'est plus compliqué chez nous.

Je me félicite d'ailleurs que la CFDT, la CGT, FO, la CFTC et l'Unsa aient signé, mercredi avec le DGB, un texte pour saluer l'initiative franco-allemande et réclamer une relance ambitieuse, sociale, solidaire et durable. Et tout ne se passe pas au niveau national interprofessionnel, comme le montre la déclaration commune que notre fédération de la métallurgie vient de signer avec FO, la CFE-CGC et l'UIMM.

La CFDT, parce que désormais premier syndicat, n'a-t-elle pas une responsabilité particulière dans cet échec ?

Nous avons tout fait pour que la déclaration sur la reprise d'activité soit signée par tous. Mais je ne désespère pas. Tout le monde va devoir prendre ses responsabilités dans la période terrible qui arrive. On ne s'en sortira pas à coups de slogans.

Le gouvernement a annoncé une conférence sur les salaires des personnels en première ligne face à la crise du coronavirus. Qu'en pensez-vous ?

S'occuper des salariés du commerce, de l'agroalimentaire, des déchets, etc., qui ont été en première ligne est un point de passage obligé. L'Etat doit mettre la pression maximale sur le patronat de ces branches. Il faut revaloriser les salaires, bien sûr, et à la CFDT nous continuons à penser que cela passe avant tout par une amélioration des classifications et des parcours de carrière. Et les employeurs publics doivent prendre également leurs responsabilités.

Il faut aussi travailler sur la qualité de l'emploi en développant les temps complets, en facilitant les formations... Et puis ce ne serait que justice que de reconnaître d'office à ces travailleurs la qualification de maladie professionnelle en cas de Covid-19 comme aux soignants. Aujourd'hui, quand un salarié d'un abattoir tombe malade parce qu'il a pris des risques en travaillant, il voit son revenu déjà faible amputé. Il faut changer cette situation inacceptable.

Muriel Pénicaud a annoncé une réflexion avec le patronat et les syndicats sur l'assurance-chômage, mais sans renoncer à sa réforme. Que lui répondez-vous ?

Il faut arrêter la politique de gribouille. Quand le gouvernement nous a imposé [sa réforme](#), c'était dans un contexte de baisse - même modérée - du chômage. Là, il est en train d'exploser. Il faut que, tous ensemble, on remette le système à plat et on n'a pas le temps de faire du théâtre. Le préalable est donc clair : le gouvernement doit renoncer à sa réforme.

Avez-vous fait votre deuil de la réforme des retraites ?

La CFDT n'a pas fait le deuil de la construction d'un système universel de retraite, mais ce n'est pas l'urgence. Et puis on sait combien la question des retraites est inflammable et ce n'est franchement pas le moment d'en rajouter.

L'exécutif multiplie les échanges avec vous, mais prend des ordonnances sans vous consulter. Qu'est-ce qui domine, le chaud ou le froid dans le dialogue social aujourd'hui ?

Nous avons été consultés pour la première série d'ordonnances, mais pas pour la deuxième... Allez comprendre. En tout cas, la CFDT tient le compte exact de toutes les mesures prises en matière sociale au motif de l'urgence de la crise sanitaire et veillera à leur suppression dès qu'on en sortira.

Mais face à un exécutif étatiste, l'incapacité des acteurs patronaux et syndicaux à construire des propositions communes ne fragilise-t-elle pas votre mode de syndicalisme, vous qui misez tout sur la négociation sociale ?

On progresse encore aux élections professionnelles. Nous avons gagné des adhérents en 2019, même si c'est trop peu. Nos militants me bluffent par leur capacité à accompagner les salariés dans cette période difficile. Nombre de nos propositions sont retenues... On ne peut vraiment pas dire que la CFDT soit dans une situation de fragilité.

Mais j'alerte le gouvernement sur le fait que si demain, il veut construire tout seul sans concertation la réponse à la crise, il ira dans le mur. L'Etat ne peut pas tout. Il peut être stratège, donner une impulsion, contrôler, mais il n'est pas suffisamment armé pour se passer des acteurs de la société civile.

En parlant de société civile, où en est le Pacte du pouvoir de vivre que vous avez créé avec des associations et ONG dans un champ clairement politique ? Le nombre d'organisations qui le soutiennent est en hausse, mais pour quel résultat ?

La transition sociale et écologique n'a jamais été autant d'actualité. Le Pacte du pouvoir de vivre est une alliance efficace de 55 organisations.

Qui a alerté sur la situation des plus modestes en demandant une aide exceptionnelle ? Sur la nécessité d'interdire la location des passoires thermiques ? Qui alerte aujourd'hui sur le problème de ceux des 800.000 jeunes rentrant sur le marché du travail qui vont se retrouver sans revenu en demandant qu'ils aient droit au RSA ? Ce n'est pas une période simple, mais nous sommes collectivement très mobilisés.